

(1)

(N° 177.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1908.

**Projet de loi approuvant le Traité d'arbitrage obligatoire conclu le 6 mars 1906
entre la Belgique et la République de Nicaragua.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Belgique a conclu avec la République de Nicaragua une série de traités.

Une convention d'extradition a été signée le 5 novembre 1904. Les Chambres ont approuvé une Convention consulaire du 2 octobre 1905.

Le Gouvernement de la République de Nicaragua a manifesté le désir de conclure également avec la Belgique un traité d'arbitrage obligatoire.

Le Gouvernement a accueilli favorablement cette proposition.

Une Convention arbitrale a été signée le 6 mars 1906 par les plénipotentiaires des deux États.

Ce traité a été adopté, le 16 janvier dernier, par la Chambre législative de Nicaragua.

Basé sur le principe de la spécialisation des cas d'arbitrage, comme les autres traités déjà conclus par la Belgique pour répondre au vœu de la première Conférence de la Paix, cet arrangement est conforme au traité belgo-suisse du 15 novembre 1904.

Le Gouvernement a annoncé au cours des négociations, qu'il soumettrait cet acte international à la ratification des Chambres dès qu'il aurait été approuvé par le pouvoir législatif de la République de Nicaragua. Il croit de son devoir de ne point retarder jusqu'à la session prochaine l'exécution de cet engagement.

Il espère que la Chambre voudra bien accorder à la Convention qu'il soumet à son examen, l'approbation qu'elle a donnée aux autres traités d'arbitrage conclus, peu auparavant et dans les mêmes conditions, par la Belgique.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant le Traité d'arbitrage obligatoire conclu le 6 mars 1906 entre la Belgique et la République de Nicaragua.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité d'arbitrage obligatoire conclu le 6 mars 1906 entre la Belgique et la République de Nicaragua sortira ses pleins et entiers effets.

Donné à Laeken, le 10 avril 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van het op 6 Maart 1906 tusschen België en de Republiek Nicaragua gesloten Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast aan de Kamers een wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 6 Maart 1906 tusschen België en de Republiek Nicaragua gesloten Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 10^{en} April 1908.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Traité d'arbitrage entre le Royaume de Belgique
et la République de Nicaragua.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA, désirant régler, autant que possible, par la voie de l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur E. POLLET, Chargé d'Affaires de Belgique à Guatemala,

et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
NICARAGUA :

Monsieur le docteur Arturo PALLAIS, Consul du Nicaragua à Guatemala,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre Elles dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'honneur, ni à l'indépendance ou à la souveraineté des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause son honneur, son indépendance ou sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3.

Sous les réserves indiquées à l'article premier, l'arbitrage sera obligatoire entre les Hautes Parties contractantes.

1° En cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues ou à conclure entre Elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces Puissances auraient participé ou adhéré.

2° En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les Parties.

ART. 4.

La présente Convention recevrait son application, même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5.

Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée, à La Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 6.

Aucun des arbitres ne pourra être sujet des États signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7.

Le compromis prévu par l'article 51 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme endéans lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux Parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du Tribunal arbitral.

ART. 8.

Le compromis fixera la somme que les Hautes Parties contractantes mettront immédiatement à la disposition du bureau permanent de la Cour d'arbitrage pour couvrir les frais de procédure, conformément à l'article 57 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 9.

La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 10.

La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 11.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Guatemala.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Guatemala, en double original, le six mars mil neuf cent six.

Le Plénipotentiaire de Belgique,

E. POLLET.

Le Plénipotentiaire de Nicaragua,

A. PALLAIS.

(6)

(1)

(N^o 177.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1908.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het op 6 Maart 1906 tusschen België en de Republiek Nicaragua gesloten Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

België heeft met de Republiek Nicaragua eene reeks verdragen gesloten. Een Uitleveringsverdrag werd onderteekend op 5 November 1904.

Den 2ⁿ October 1905 hebben de Kamers eene consulaire Overeenkomst goedgekeurd.

De Regeering der Republiek Nicaragua heeft den wensch uitgedrukt, met België ook een verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak aan te gaan.

De Regeering heeft dat voorstel gunstig onthaald.

Een Verdrag van scheidsrechterlijke uitspraak werd op 6 Maart 1906 door de Gevolmachtigden der beide Staten onderteekend.

Dat verdrag werd, op 16 Januari ll., door de Wetgevende Kamer van Nicaragua aangenomen.

De regeling welke, om den wensch der Eerste Vredes-Conferentie te beantwoorden, evenals de overige door België alreeds gesloten verdragen gegrond is op het beginsel van de nauwe bepaling der gevallen van scheidsrechterlijke uitspraak, is gelijk aan de Belgisch-Zwitserse Overeenkomst van 15 November 1904.

Tijdens de onderhandelingen werd door de Regeering verklaard, dat zij deze internationale akte aan de Kamers ter bekrachtiging zou hebben voorgelegd, zoodra de akte door de wetgevende macht der Republiek Nicaragua zou goedgekeurd zijn. Zij meent de uitvoering dezer verbintenis tot den volgenden zittijd niet te mogen verdagen.

De Regeering verhoopt dat het de Kamer gelieven zal, de haar ter behandeling voorgelegde Overeenkomst goed te keuren, zooals zij gedaan heeft met de andere verdragen van scheidsrechterlijke uitspraak welke, niet lang geleden, in dezelfde voorwaarden door België werden gesloten.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant le Traité d'arbitrage obligatoire conclu le 6 mars 1906 entre la Belgique et la République de Nicaragua.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité d'arbitrage obligatoire conclu le 6 mars 1906 entre la Belgique et la République de Nicaragua sortira ses pleins et entiers effets.

Donné à Laeken, le 10 avril 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van het op 6 Maart 1906 tusschen België en de Republiek Nicaragua gesloten Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken;

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast aan de Kamers een wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 6 Maart 1906 tusschen België en de Republiek Nicaragua gesloten Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 10ⁿ April 1908.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

**Verdrag van scheidsrechterlijke uitspraak tusschen het Koninkrijk België
en de Republiek Nicaragua.**

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK NICARAGUA, wenschende de geschillen, die tusschen hunne landen mochten ontstaan, zooveel mogelijk op vreedzame wijze te slechten, hebben besloten daartoe een verdrag aan te gaan en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer E. **POLLER**, Zaakgelastigde van België te Guatemala, en

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK NICARAGUA :

Den Heer Dokter Arturo **PALLAIS**, Consul van Nicaragua te Guatemala,

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om aan het bestendig Scheidsgerechtshof, door het Verdrag van 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage ingesteld, de geschillen te onderwerpen welke tusschen Haar mochten ontstaan in de bij artikel 3 aangegeven gevallen, voor zooveel zij noch de eer, noch de onafhankelijkheid, noch de souvereiniteit der verdragsluitende landen treffen en het niet mogelijk was met rechtstreeksche diplomatieke onderhandelingen of elk ander verzoeningsmiddel tot eene minnelijke oplossing te komen.

ART. 2.

Het behoort aan elke der Hooge Verdragsluitende Partijen te oordeelen of bij het ontstane geschil hare eer, hare onafhankelijkheid of hare souvereiniteit betrokken zijn en of derhalve het geschil van aard is om begrepen te worden onder die welke, luidens voorgaand artikel, aan scheidsrechterlijke uitspraak niet hoeven onderworpen.

ART. 3.

Mits de bij artikel één aangegeven voorbehoudingen, hoeven, tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen :

1^o Betwistingen nopens de toepassing of de uitlegging van alle tusschen Haar gesloten of te sluiten verdragen, uitgenomen van verdragen waaraan derde Mogendheden mochten deelgenomen hebben of waartoe derde Mogendheden mochten toegetreden zijn.

2^o Betwistingen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de Partijen werd erkend.

ART. 4.

Dit Verdrag zou worden toegepast, zelfs indien de betwistingen die mochten ontstaan, haren oorsprong vonden in feiten van vóór zijne sluiting.

ART. 5.

Wanneer er tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen reden tot scheidsrechterlijke uitspraak zal bestaan, zullen zij, bij gebrek aan andersluidende bepalingen tot minnelijke overeenkomsten, voor al wat de benoeming der scheidsrechters en de scheidsrechterlijke rechtspleging aangaat, handelen naar het bepaalde bij het op 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage onderteekend Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, behalve wat de hierna opgegeven punten betreft.

ART. 6.

Geen der scheidsrechters mag onderdaan zijn van een der Staten die dit Verdrag ondertekend hebben, noch binnen hun grondgebied wonen, noch betrokken zijn in de kwesties waarover hoeft uitspraak gedaan.

ART. 7.

In de bij artikel 31 van het Verdrag van 29 Juli 1899 voorziene bijzondere overeenkomst (het compromis), zal een termijn bepaald worden waarin de overgave, tusschen beide partijen, van de memories en bescheiden die tot het voorwerp van het geschil betrekking hebben, zal moeten geschieden. Die overgave zal in alle geval vóór de opening der zittingen van de Scheidsrechtbank moeten gedaan zijn.

ART. 8.

In de bijzondere overeenkomst (het compromis) zal de som worden bepaald die dadelijk ter beschikking van het bestendig bureel van het Scheidsgerechtshof zal worden gesteld, om de kosten van rechtspleging te dekken, overeenkomstig artikel 57 van het Verdrag van 29 Juli 1899.

ART. 9.

De scheidsrechterlijke uitspraak zal de termijnen bepalen, binnen welke zij ten uitvoer moet worden gelegd.

ART. 10.

Dit Verdrag is voor tien jaren gesloten. Het zal in werking treden éene maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Mocht geene der Hooge Verdragsluitende Partijen, zes maanden voor het einde van genoemden termijn, kennis geven van haar inzicht om er de uitwerking van te doen eindigen, dan zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 11.

Dit Verdrag zal binnen den kortst mogelijken tijd worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Guatemala uitgewisseld worden.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

Gedaan te Guatemala in dubbel origineel, den zesden Maart negentienhonderd zes.

De Gevolmachtigde van België,

E. POLLET.

De Gevolmachtigde van Nicaragua,

A. PAILLAIS.

